

Art. 18. In artikel 19, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Wanneer een geslaagde, die batig gerangschikt is in één van de in het eerste lid bedoelde reserves, een contractueel personeelslid voor onbepaalde tijd is dat een gunstige evaluatie geniet met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, benoemt de in het eerste lid bedoelde overheid die geslaagde in de betrekking die het bekleedt, in de wervingsgraad.”.

Art. 19. De personeelsleden die, op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit, voor meer dan zes maanden contractueel werden aangeworven, worden geacht aangeworven te zijn met toepassing van dit besluit voor de toepassing van artikel 1, § 3, 4°.

Art. 20. Artikel 34 bis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de “ Office de la Naissance et de l’Enfance ” (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2003, wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 1, 4° van het besluit de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 22. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 15 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203382]

11 AVRIL 2014. — Décret relatif au développement rural (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Aux fins du présent décret, on entend par :

1° atelier rural : un bâtiment polyvalent à vocation économique, rénové ou construit par la commune. Loué pour une durée limitée aux TPE et P.M.E., l’atelier rural facilite le lancement de nouvelles entreprises;

2° maison rurale : un bâtiment situé en milieu rural qui accueille des activités reconnues tant au titre des compétences de la Région wallonne que de la Communauté française;

3° maison multiservices : une infrastructure polyvalente pouvant accueillir des services, publics et privés, mise en place pour répondre aux besoins spécifiques de sa population rurale;

4° commission régionale : organe de la Région wallonne chargé d’émettre un avis auprès du Gouvernement sur les projets de programme communal de développement rural;

5° administration : Département du Service public de Wallonie gestionnaire du développement rural.

Art. 2. § 1^{er}. Une opération de développement rural est un processus participatif, mené par une commune, au service du milieu rural. Par ce processus, les mandataires, la population, les associations, les acteurs économiques, sociaux culturels et environnementaux élaborent et mettent en œuvre une stratégie pour leur territoire. L’élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie se basent sur un diagnostic partagé tel que visé à l’article 13, § 1^{er}, alinéa 3, 3°, et s’inscrivent dans la démarche du développement durable au sens du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable.

L’opération est décrite dans un document appelé programme communal de développement rural. Le programme communal de développement rural doit être établi en cohérence avec les objectifs repris dans d’autres outils stratégiques communaux.

L’opération aboutit à un ensemble coordonné d’actions et de projets de développement global et intégré, dans le respect des caractères propres de la commune, avec pour but l’amélioration des conditions de vie des habitants aux points de vue économique, social, environnemental et culturel.

L’opération concerne l’ensemble du territoire de la commune.

§ 2. Dans le cadre de son opération de développement rural, la commune s’inscrit dans le développement durable tel que défini par le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable. Dès lors, la commune respecte les principes directeurs du développement durable, à savoir l’efficacité, la résilience et la suffisance et intègre dans sa démarche les éléments prioritaires suivants, à savoir :

1° le souci de préserver les intérêts des générations futures;

2° l’intégration harmonieuse des enjeux économiques, sociaux, culturels, environnementaux, énergétiques et de mobilité;

3° la participation la plus large des acteurs;

- 4° la mise en cohérence des politiques sectorielles dans un projet de territoire et une meilleure articulation entre les acteurs de terrain actifs en matière de développement rural;
- 5° la solidarité avec les autres territoires;
- 6° l'évaluation permanente.

En outre, simultanément à son programme communal de développement rural, la commune peut décider de procéder à l'élaboration d'un Agenda 21 local. Celui-ci se définit dans le cadre d'une élaboration conjointe à un programme communal de développement rural comme étant marqué entre autres par des efforts accrus en termes de concertation et d'implication tant des parties prenantes que des différents départements de l'administration locale, d'évaluation des impacts et de maîtrise de l'empreinte écologique. Dans ce cas, le programme communal de développement rural et l'Agenda 21 local font l'objet d'un seul et même document.

Art. 3. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement peut accorder aux communes ou à leur régie communale autonome visée aux articles L-1231-4 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation des subventions pour des actions de développement définies par le présent décret.

§ 2. Les subventions accordées portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural et notamment à :

- 1° la promotion, la création et le soutien de l'emploi ou d'activités économiques dont les ateliers ruraux;
- 2° l'amélioration et la création de services et d'équipement à l'usage de la population;
- 3° la rénovation, la création et la promotion de l'habitat;
- 4° l'aménagement et la création d'espaces publics, de maisons de village et d'autres lieux d'accueil, d'information, de rencontre, de maisons rurales et de maisons multiservices;
- 5° la protection, l'amélioration et la mise en valeur du cadre et du milieu de vie en ce compris le patrimoine bâti et naturel;
- 6° l'aménagement et la création de voiries et de moyens de transport et communication d'intérêt communal;
- 7° la réalisation d'opérations foncières;
- 8° l'aménagement et la rénovation d'infrastructures et équipements visant le développement touristique, l'énergie ou la cohésion sociale.

§ 3. Les subventions ne sont accordées par la Région qu'en faveur des projets inscrits dans une opération de développement rural dont le programme communal de développement rural est approuvé par le Gouvernement.

§ 4. Un projet concourant aux objectifs visés au paragraphe 2, réalisé par au moins deux communes en association disposant d'un programme communal de développement rural en cours de validité, peut faire l'objet d'une subvention, pour autant qu'il respecte la stratégie de développement définie dans le programme communal de développement rural des communes concernées. Par dérogation au paragraphe 3, le projet est repris explicitement dans au moins un des programmes communaux de développement rural concernés.

La contribution financière des communes et de la Région, d'une part, ainsi que les obligations réciproques des communes entre elles, d'autre part, sont réglées par voie de convention. Le Gouvernement arrête le modèle de convention conclue entre la Région et les communes associées.

§ 5. Pour des investissements dont la destination ne relève qu'en partie d'une compétence régionale, la Région peut accorder le cas échéant une subvention en proportion de cette partie.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, la Région peut accorder des subventions pour l'acquisition, l'assainissement et la rénovation extérieure en tout ou en partie d'immeubles ou d'ensembles d'immeubles à destinations multiples, ainsi que l'aménagement intérieur ou extérieur de leurs parties à usage commun.

CHAPITRE II. — *Participation de la population*

Art. 4. Toute commune menant une opération de développement rural doit assurer la participation de toute la population.

La participation se compose de :

- 1° l'information;
- 2° la consultation;
- 3° la concertation;
- 4° la coproduction.

La participation commence par une étape préliminaire d'information de toute la population. Elle se poursuit par la consultation de toute la population.

La participation est au minimum assurée par une réunion dans chaque village. Une réunion commune est proposée à l'ensemble des associations ayant leur siège ou étant actives dans la commune.

La concertation et la coproduction s'effectuent dans le cadre des travaux de la commission locale de développement rural des groupes de travail visés à l'article 5.

Art. 5. Dans les neuf mois qui suivent le lancement de la participation de la population visée à l'article 4, la commune crée une commission locale de développement rural.

La commission locale de développement rural peut constituer des groupes de travail. Chacun d'eux ayant pour objet, soit un projet, soit un thème de développement, soit un village particulier.

En cas d'élaboration simultanée d'un Agenda 21 local, la commune peut mettre en place une plate-forme interservices au sein de l'administration communale.

Dans son rapport annuel tel que visé par l'article 24, la commune fait état des démarches et actions menées par la plate-forme interservices.

Art. 6. La commission locale de développement rural est présidée par le bourgmestre ou son représentant. Elle compte dix membres effectifs au moins et trente membres effectifs au plus, ainsi qu'un nombre égal de membres suppléants.

Un quart des membres effectifs et suppléants peut être désigné au sein du conseil communal.

Les autres membres sont désignés parmi des personnes représentatives des milieux associatif, politique, économique, social et culturel de la commune et des différents villages ou hameaux qui la composent, en tenant compte des classes d'âge de sa population.

Chaque groupe de travail visé par l'article 5 est représenté au sein de la commission locale de développement rural.

Art. 7. Les communes qui décident de mener une opération de développement rural et qui disposent déjà d'une commission consultative d'aménagement du territoire et de la mobilité constituée en application de l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie peuvent organiser une seule commission pour les deux matières, en constituant au besoin des sections distinctes.

Art. 8. Assistent de droit aux séances de la commission locale de développement rural et y ont voix consultative :

- 1° le représentant de l'Administration;
- 2° la personne ou l'organisme chargé de l'accompagnement.

Art. 9. § 1^{er}. Organe consultatif à la disposition de la commune, la commission locale de développement rural répond à toutes les demandes d'avis et s'exprime, au besoin, d'initiative.

La commission locale de développement rural se réunit au minimum quatre fois par an.

A la demande de la commune, la commission locale de développement rural dresse les axes directeurs et le cadre d'un projet de programme communal de développement rural.

Elle est associée à toutes les phases d'élaboration, de réalisation, de suivi, de mise à jour et de révision du programme communal de développement rural.

§ 2. Au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, la commission locale de développement rural établit un rapport à l'intention de la commune.

Ce rapport fait état des activités de la commission locale de développement rural ainsi que de l'avancement des différents projets du programme communal de développement rural au cours de l'année civile précédente et contient des propositions de projets à poursuivre ou à entreprendre.

Les rapports et avis de la commission locale de développement rural sont consignés dans un registre qui peut être consulté à l'administration communale, pendant les heures d'ouverture des bureaux, aux jours fixés par la commune.

§ 3. Sur sa proposition, la commune arrête le règlement d'ordre intérieur de la commission locale de développement rural.

Art. 10. La plate-forme interservices proposée à l'article 5 a pour missions :

- 1° le suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme communal de développement rural et de l'Agenda 21 local au sein de l'administration communale;
- 2° la promotion et l'application des principes de bonne pratique du développement durable au sein des services;
- 3° l'articulation de la stratégie du programme communal de développement rural et de l'Agenda 21 local avec les autres plans et programmes sectoriels communaux.

CHAPITRE III. — *Programme communal de développement rural*

Art. 11. Le Gouvernement arrête les phases préalables à l'élaboration du projet de programme communal de développement rural. Celles-ci comportent au moins :

- 1° la décision de principe de la commune de réaliser une opération de développement rural et, éventuellement, de procéder à l'élaboration simultanée d'un Agenda 21 local;
- 2° la sollicitation éventuelle auprès de la Région d'un organisme d'accompagnement subventionné;
- 3° le choix de l'auteur de projet chargé d'élaborer et de mettre en forme le projet de programme communal de développement rural et le cas échéant l'Agenda 21 local, incluant éventuellement l'élaboration et l'estimation des projets du lot 1 du programme communal de développement rural;
- 4° la participation de la population;
- 5° la création de groupes de travail;
- 6° la création de la commission locale de développement rural.

Art. 12. Le Gouvernement agréé les auteurs de projet selon les conditions et la procédure qu'il détermine.

Art. 13. § 1^{er}. Le programme communal de développement rural est un document fixant la stratégie de développement rural, conçue dans une démarche participative de développement durable.

Le programme communal de développement rural reprend, le cas échéant, une évaluation de l'opération de développement rural précédente.

Le programme communal de développement rural contient au moins six parties :

- 1° une analyse des caractéristiques de la commune;
- 2° les résultats de la participation de la population;
- 3° la rédaction d'un diagnostic partagé résultant de la confrontation des 1° et 2° et l'élaboration d'une vision synthétique du développement rural souhaité à un horizon de dix ans;
- 4° la stratégie de développement énoncée sous forme d'objectifs spécifiques à la commune;
- 5° les projets visant à atteindre les objectifs;
- 6° un tableau récapitulatif détaillant les différents projets, la planification temporelle, les intervenants financiers et les objectifs poursuivis.

§ 2. Sur base des propositions de la commission locale de développement rural, la commune donne des instructions à un auteur de projet pour qu'il rédige et lui présente un avant-projet de programme communal de développement rural.

Dans les quinze jours de son adoption par la commune, le projet de programme communal de développement rural est transmis à la Commission régionale et au Gouvernement.

La Commission régionale dispose de deux mois pour remettre son avis au Gouvernement.

Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le délai de deux mois est suspendu pendant les mois de juillet et d'août.

§ 3. Le Gouvernement approuve ou rejette le projet de programme communal de développement rural dans un délai de trois mois à partir de la date de transmission de l'avis de la Commission régionale ou de la date de l'échéance du délai prévu au § 2, alinéa 3.

L'arrêté qui rejette tout ou partie du programme communal de développement rural est motivé.

§ 4. Le programme communal de développement rural contient des indicateurs de réalisation et de résultat des projets.

Art. 14. § 1^{er}. Sur avis de la Commission régionale et sur décision du Gouvernement, le programme communal de développement rural est approuvé pour un maximum de dix ans.

§ 2. Au terme des dix années de validité du programme communal de développement rural, la commune peut soumettre un nouveau programme communal de développement rural à l'approbation du Gouvernement, suivant la même procédure que l'élaboration initiale.

§ 3. Lorsque le programme communal de développement rural est approuvé pour une durée inférieure à dix ans, la commune peut solliciter sa prolongation en répondant aux observations formulées lors de l'adoption du programme communal de développement rural par le Gouvernement, sur avis de la Commission régionale.

La demande de prolongation est soumise à l'approbation du Gouvernement sur base de l'avis de la Commission régionale.

§ 4. Lorsque la commune souhaite, en cours de validité du programme communal de développement rural, introduire un nouveau projet, en restant conforme à la stratégie et aux objectifs initiaux, elle peut solliciter un *addendum*. Dans ce cas, seule la partie du programme communal de développement rural relative aux projets est modifiée.

Le document modifié est approuvé par le conseil communal, sur proposition de la commission locale de développement rural. Il est ensuite soumis à l'approbation du Gouvernement.

Une commune peut uniquement solliciter un *addendum* maximum par période de validité de cinq ans de son programme communal de développement rural. Celui-ci correspond à une opportunité difficilement décelable par la commune au moment de l'approbation du programme communal de développement rural.

CHAPITRE IV. — Modalités d'octroi des subventions

Art. 15. Les modalités d'octroi des subventions en vue de la réalisation de différents projets inscrits dans un programme communal de développement rural sont fixées entre la Région et la commune par voie de convention.

Le Gouvernement arrête les modalités et le contenu de la convention.

La convention peut lier l'octroi des subventions à l'état d'avancement des projets et au dépôt du rapport visé à l'article 24.

Lorsque les investissements mentionnés à la convention bénéficient de subventions en application conjointe du présent décret et des lois ou des règlements de l'Etat, ou des décrets et des règlements de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, la convention ne peut être conclue par le Gouvernement que si l'autorité nationale, le Gouvernement de la Communauté française ou de la Communauté germanophone accepte d'y être aussi partie.

Art. 16. Le taux de subvention est fixé au maximum à 80 pour-cent de l'assiette définie aux articles 17, 18 et 19.

Par dérogation à l'alinéa premier, les projets visés à l'article 3, § 4, peuvent bénéficier d'une subvention dont le taux peut atteindre maximum 90 pour-cent de l'assiette définie aux articles 17, 18 et 19.

La commune est tenue de solliciter les subventions existantes, autres que celles du développement rural. Lorsque, pour un même investissement, la commune perçoit d'autres subventions que les subventions qu'elle perçoit au titre du développement rural, le taux de ce dernier est adapté de manière à ce que le taux de subvention global ne dépasse pas le taux maximal autorisé aux alinéas 1^{er} et 2.

Les travaux acceptés dans le cadre d'un plan d'investissement communal, au sens du décret du 6 février 2014 modifiant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public et établissant un fonds régional pour les investissements communaux, ainsi que ceux acceptés dans le plan d'infrastructures de la Communauté germanophone de Belgique, ne peuvent pas faire l'objet d'une intervention complémentaire au titre du développement rural.

Art. 17. En cas d'acquisition, l'assiette de la subvention est composée du prix d'achat et des frais accessoires tels que les frais légaux d'acquisition et la T.V.A.

Le prix d'achat des immeubles est plafonné au moins élevé des trois montants suivants :

1° l'estimation du comité d'acquisition d'immeubles, du receveur de l'enregistrement, d'un notaire, d'un expert géomètre immobilier inscrit au tableau du conseil fédéral des géomètres-experts ou d'un architecte inscrit à l'ordre des architectes;

2° le prix approuvé par la commune;

3° l'indemnité définitive d'expropriation, le cas échéant.

Le prix d'achat des meubles est plafonné au plus intéressant des prix tel qu'il résulte de la procédure d'appel d'offres prévue par les dispositions applicables en matière de marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Sont seuls pris en considération les frais accessoires relatifs aux montants plafonnés conformément aux paragraphes précédents.

Art. 18. En cas de réalisation de travaux, l'assiette de la subvention est composée du coût réel et des frais accessoires tels que les honoraires, la T.V.A., les frais d'expropriation, d'emprise, de bornage, d'essais et de sondages.

Art. 19. En cas d'investissement incorporel, l'assiette de la subvention est composée du coût réel de la prestation, préalablement approuvé par le Gouvernement selon des modalités qu'il détermine.

CHAPITRE V. — Modalités de liquidation des subventions

Art. 20. § 1^{er}. En cas d'acquisition d'immeubles, la subvention est liquidée sur présentation d'une copie de l'acte authentique d'acquisition ou de la décision fixant définitivement le montant de l'indemnité en cas d'expropriation.

§ 2. En cas d'acquisition de meubles, la subvention est liquidée sur présentation des pièces justificatives de l'achat et de celles qui justifient le respect de la procédure visée à l'article 17, alinéa 3.

§ 3. En cas de travaux, la subvention est liquidée par tranches sur la base des états d'avancement approuvés par l'Administration, et au total à concurrence de 95 pour-cent du montant de l'intervention due au titre du développement rural.

Une avance correspondant à 20 pour-cent de la subvention peut toutefois être liquidée sur production de la notification faite à l'entreprise de l'ordre de commencer les travaux.

Sur présentation du décompte final approuvé par l'Administration, le solde de la subvention est liquidé, déduction faite des avances éventuellement consenties.

CHAPITRE VI. — *Obligations à charge de la commune bénéficiaire de subventions de développement rural*

Art. 21. La commune qui a bénéficié de subventions pour acquérir, construire ou rénover un bien peut disposer librement de ce dernier.

Cependant, le prix de vente doit être préalablement approuvé par le Gouvernement.

En cas de vente du bien, les subventions perçues sont remboursées à la Région ou réaffectées pour financer d'autres projets du programme communal de développement rural.

En cas de réaffectation du bien qui a fait l'objet d'une subvention, la réaffectation est approuvée par le Gouvernement, par avenant à la convention, préalablement à la vente. Lorsque la commune tire des bénéfices de l'exploitation d'un projet subventionné, un pourcentage des bénéfices, proportionnel à celui de la subvention accordée, est réaffecté pour financer d'autres projets du programme communal de développement rural.

Art. 22. Lorsque la Région achète à une commune un immeuble acquis, construit ou rénové par celle-ci à l'aide de subventions perçues au titre du développement rural, le prix est diminué du montant de la subvention octroyée pour ce bien.

Art. 23. La commune qui a bénéficié de subventions pour réaliser son programme communal de développement rural tient une comptabilité distincte où apparaissent, pour chacun des projets réalisés, le programme des investissements, les sources de financement et, s'il échet, le compte d'exploitation du projet.

Art. 24. La commune dresse annuellement un rapport sur l'état d'avancement de l'opération.

Ce rapport comporte quatre parties :

1° un état d'avancement détaillant l'exécution des conventions visées à l'article 15;

2° le rapport de la commission locale de développement rural visé à l'article 9, § 2;

3° le rapport fondé sur la comptabilité visée à l'article 23;

4° une programmation des projets à réaliser dans les trois ans ou dans la période prévue pour l'achèvement du programme communal de développement rural.

Ce rapport est adressé au Gouvernement, à l'Administration et à la Commission régionale, avant le 31 mars de l'année qui suit.

Par dérogation à l'article 25, une commune, dont le programme communal de développement rural est arrivé à terme et dont tous les projets subventionnés par le développement rural sont au stade de la réception provisoire, est dispensée des parties 1°, 2° et 4°, du rapport annuel.

Art. 25. Pour chaque projet subsidié à partir des crédits de développement rural, une commune remplit les obligations énumérées au présent chapitre pendant une période se clôturant dix ans après la date de l'approbation du décompte final.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 26. Le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural est abrogé.

Art. 27. Les programmes communaux de développement rural dont l'élaboration a débuté avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont régis par les textes en vigueur au jour où cette élaboration a débuté.

Une fois approuvés par le Gouvernement, les programmes communaux de développement rural sont régis par le présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 1023 (2013-2014) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 avril 2014.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203382]

11. APRIL 2014 — Dekret über die ländliche Entwicklung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

1° Landwerkstatt: Ein von der Gemeinde renoviertes oder gebautes Mehrzweckgebäude mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung. Das Landwerkstatt wird den Kleinstbetrieben und KMB für eine begrenzte Dauer vermietet und erleichtert die Gründung neuer Unternehmen;

2° Haus der Ruralität: ein im ländlichen Gebiet gelegenes Gebäude, wo Tätigkeiten stattfinden, die sowohl im Rahmen der Zuständigkeiten der Wallonischen Region als auch der Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft anerkannt sind;

3° Mehrzweckhaus: Eine Mehrzweckinfrastruktur, in der öffentliche und private Dienste stattfinden können, die eingerichtet wurde, um den spezifischen Bedürfnissen ihrer ländlichen Bevölkerung nachzukommen;

4° Regionalausschuss: Organ der Wallonischen Region, das damit beauftragt ist, der Regierung ein Gutachten über die Entwürfe der kommunalen Programme für ländliche Entwicklung abzugeben;

5° Verwaltung: Abteilung des öffentlichen Dienstes der Wallonie, die die ländliche Entwicklung verwaltet.

Art. 2 - § 1. Eine Aktion zur ländlichen Entwicklung ist ein partizipatives Verfahren, das von einer Gemeinde im Dienste des ländlichen Raums geführt wird. Durch dieses Verfahren erarbeiten und führen die Mandatsträger, die Bevölkerung, die Vereine, die Akteure der wirtschaftlichen, sozialkulturellen und Umweltbereiche eine Strategie für ihr Gebiet. Die Erarbeitung und die Führung dieser Strategie beruhen auf einer geteilten Diagnose im Sinne von Artikel 13, § 1, Absatz 3, 3° und entsprechen dem Konzept der nachhaltigen Entwicklung im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung.

Die Aktion ist in einem Dokument beschrieben, das „ökommunales Programm für ländliche Entwicklung“ genannt wird. Das kommunale Programm für ländliche Entwicklung muss in Übereinstimmung mit den in anderen kommunalen strategischen Instrumenten festgesetzten Zielen stehen.

Die Aktion führt zu einer Reihe aufeinander abgestimmter Maßnahmen und Entwürfe zur globalen und integrierten Entwicklung unter Beachtung der Eigentümlichkeiten der Gemeinde zwecks der Verbesserung der Lebensbedingungen der Einwohner in wirtschaftlicher, sozialer, umweltbezogener und kultureller Hinsicht.

Die Aktion betrifft das gesamte Gebiet der Gemeinde.

§ 2. Im Rahmen ihrer Aktion zur ländlichen Entwicklung handelt die Gemeinde im Sinne der nachhaltigen Entwicklung, so wie diese durch das Dekret vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung bestimmt wird. Die Gemeinde beachtet folglich die Leitgrundsätze der nachhaltigen Entwicklung, nämlich die Effizienz, die Resilienz und die Suffizienz, und berücksichtigt in ihrer Vorgehensweise die folgenden vorrangigen Elemente:

1° die Sorge um die Wahrung der Interesse der künftigen Generationen;

2° die harmonische Eingliederung der Anforderungen in den wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen, umwelt-, energie- und mobilitätsbezogenen Bereichen;

3° die möglichst breite Beteiligung der Akteure;

4° die Abstimmung der Sektorenpolitiken in einem Gebietsprojekt und eine bessere Verknüpfung zwischen den beteiligten Akteuren der ländlichen Entwicklung;

5° die Solidarität mit den anderen Gebieten;

6° die ständige Auswertung.

Gleichzeitig mit ihrem kommunalen Programm für ländliche Entwicklung kann die Gemeinde außerdem beschließen, eine lokale „Agenda 21“ auszuarbeiten. Im Rahmen der gleichzeitigen Erstellung mit einem kommunalen Programm für ländliche Entwicklung wird diese u.a. durch größere Bemühungen, was die Konzertierung und Einbeziehung sowohl der Beteiligten als auch der verschiedenen Abteilungen der lokalen Verwaltung, die Auswertung der Auswirkungen und die Beherrschung des ökologischen Fußabdrucks betrifft, gekennzeichnet. In diesem Fall sind das kommunale Programm für ländliche Entwicklung und die lokale Agenda 21 Gegenstand eines einzigen Dokuments.

Art. 3 - § 1. Im Rahmen der Haushaltsmittel kann die Regierung den Gemeinden oder deren in den Artikeln L-1231-4 ff. des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnter autonomer Gemeinde-regie Zuschüsse für durch das vorliegende Dekret bestimmte Entwicklungsaktionen gewähren.

§ 2. Die gewährten Zuschüsse betreffen materielle und immaterielle Investitionen, die zur ländlichen Entwicklung beitragen, und insbesondere:

1° zur Förderung, Schaffung bzw. Stimulierung des Arbeitsmarktes bzw. von Arbeitsplätzen oder von wirtschaftlichen Tätigkeiten, u.a. der Landwerkstätten;

2° zur Verbesserung und Schaffung von Diensten und Anlagen für die Bevölkerung;

3° zur Renovierung, Schaffung und Förderung von Wohnungen;

4° zur Gestaltung und Schaffung von öffentlichen Plätzen, Dorfhäusern und anderen Aufnahme-, Informations- und Begegnungsstätten, von Häusern der Ruralität und Mehrzweckhäusern;

5° zum Schutz, zur Verbesserung und Erschließung des Lebensgebiets und des Lebensraums, einschließlich der bebauten und natürlichen Erbes;

6° zum Ausbau und zur Schaffung von Wegen und von Verkehrs- und Kommunikationsmitteln kommunalen Interesses;

7° zur Durchführung von Bodengeschäften;

8° zur Einrichtung und Renovierung von Infrastrukturen und Ausrüstungen, die auf die touristische Entwicklung, die Energie oder den sozialen Zusammenhang abzielen.

3. Die Region gewährt die Zuschüsse nur für Projekte, die in Zusammenhang mit einer Aktion zur ländlichen Entwicklung stehen, deren kommunales Programm für ländliche Entwicklung von der Regierung genehmigt worden ist.

§ 4. Ein Programm, das zu den in § 2 erwähnten Zielen beiträgt, und das von mindestens zwei vereinigten Gemeinden, die über ein noch gültiges kommunales Programm für ländliche Entwicklung verfügen, erstellt worden ist, kann Gegenstand eines Zuschusses sein, vorausgesetzt, dass es die in dem kommunalen Programm für ländliche Entwicklung bestimmte Strategie der betroffenen Gemeinden beachtet. In Abweichung von § 3 wird das Projekt in mindestens einem der betroffenen kommunalen Programme für ländliche Entwicklung ausdrücklich aufgenommen.

Der finanzielle Beitrag der Gemeinden und der Region einerseits, sowie der gegenseitigen Verpflichtungen der Gemeinden andererseits, werden durch eine Vereinbarung geregelt. Die Regierung legt das Muster der zwischen der Region und den vereinigten Gemeinden abgeschlossenen Vereinbarung fest.

§ 5. Für Investitionen, deren Zweckbestimmung nur zum Teil in einen regionalen Zuständigkeitsbereich fällt, gewährt die Region gegebenenfalls einen Zuschuss im Verhältnis zu diesem Teil.

In dem in Absatz 1 erwähnten Fall kann die Region Zuschüsse für den Erwerb, die Sanierung und die ganze oder teilweise Außenrenovierung von Mehrzweckgebäuden bzw. Komplexen von Mehrzweckgebäuden sowie für die innere oder äußere Einrichtung ihrer Teile, die für den gemeinsamen Gebrauch bestimmt sind, gewähren.

KAPITEL II — *Beteiligung der Bevölkerung*

Art. 4 - Jede Gemeinde, die eine Aktion zur ländlichen Entwicklung führt, muss für die Beteiligung der ganzen Bevölkerung sorgen.

Die Beteiligung besteht aus :

- 1° der Information;
- 2° der Befragung
- 3° der Konzertierung;
- 4° der Koproduktion.

Die Beteiligung beginnt mit einer vorherigen Etappe zur Information der ganzen Bevölkerung. Anschließend wird die ganze Bevölkerung befragt.

Die Beteiligung wird mindestens durch eine Versammlung in jedem Dorf gewährleistet. Es wird eine gemeinsame Versammlung allen Vereinigungen vorgeschlagen, die ihren Sitz in der Gemeinde haben oder in der Gemeinde tätig sind.

Die Konzertierung und die Koproduktion erfolgen im Rahmen der Arbeiten der örtlichen Kommission für die ländliche Entwicklung der in Artikel 5 erwähnten Arbeitsgruppen.

Art. 5 - Innerhalb von neun Monaten nach dem Beginn der Beteiligung der Bevölkerung im Sinne von Artikel 4 richtet die Gemeinde eine örtliche Kommission für ländliche Entwicklung ein.

Die örtliche Kommission für ländliche Entwicklung kann Arbeitsgruppen errichten. Jede dieser Gruppen befaßt sich entweder mit einem Projekt, einem Entwicklungsthema oder einem bestimmten Dorf.

Bei gleichzeitiger Erstellung einer lokalen Agenda 21 kann die Gemeinde eine dienststellenübergreifende Plattform innerhalb der Gemeindeverwaltung einsetzen.

In ihrem Jahresbericht im Sinne von Artikel 24 erwähnt die Gemeinde die Schritten und Aktionen, die von der dienststellenübergreifenden Plattform unternommen werden.

Art. 6 - Der Vorsitz der örtlichen Kommission für die ländliche Entwicklung wird von dem Bürgermeister oder von seinem Stellvertreter geführt. Sie umfasst mindestens zehn und höchstens dreißig effektive Mitglieder sowie die entsprechende Anzahl Ersatzmitglieder.

Ein Viertel der effektiven und Ersatzmitglieder kann unter den Mitgliedern des Gemeinderates gewählt werden.

Die anderen Mitglieder werden unter Personen gewählt, die den Bereich der gemeinnützigen Vereine, die politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Kreise der Gemeinde und der verschiedenen Dörfer bzw. Weiler, aus denen sie zusammengesetzt ist, unter Berücksichtigung der Altersklasse ihrer Bevölkerung vertreten.

Jede in Artikel 5 erwähnte Arbeitsgruppe ist innerhalb der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung vertreten.

Art. 7 - Die Gemeinden, die beschließen, eine Aktion zur ländlichen Entwicklung zu führen, und bereits über einen in Anwendung von Artikel 150 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie eingesetzten kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung verfügen, können eine einzige Kommission für beide Angelegenheiten einrichten und dabei notfalls getrennte Abteilungen bilden.

Art. 8 - Folgende Personen wohnen den Sitzungen der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung von Rechts wegen und mit beratender Stimme bei:

- 1° der Vertreter der Verwaltung;
- 2° die Person oder die Einrichtung, die mit der Begleitung beauftragt ist.

Art. 9 - § 1. Als der Gemeinde zur Verfügung stehendes beratendes Organ kommt die örtliche Kommission für ländliche Entwicklung allen Anforderungen von Gutachten nach und nimmt notfalls aus eigener Initiative Stellung.

Die örtliche Kommission für ländliche Entwicklung tagt mindestens viermal im Jahr.

Auf Verlangen der Gemeinde stellt die örtliche Kommission für ländliche Entwicklung die Leitlinien und den Rahmen eines Entwurfs eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung auf.

Sie ist an allen Phasen der Erstellung, der Durchführung, des weiteren Verlaufs, der Fortschreibung und der Revision des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung beteiligt.

§ 2. Spätestens am 1. März eines jeden Jahres erstellt die örtliche Kommission für ländliche Entwicklung einen Bericht für die Gemeinde.

Dieser Bericht führt die im Laufe des vorangehenden Kalenderjahres erfolgten Tätigkeiten der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung sowie den in diesem Jahr jeweils erreichten Stand der verschiedenen Projekte auf und enthält Vorschläge von Projekten, die fortgeführt oder unternommen werden müssen.

Die Berichte und Gutachten der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung werden in einem Register festgehalten und können an den von der Gemeinde festgelegten Tagen während der Öffnungszeiten bei der Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

§ 3. Auf ihren Vorschlag hin bestimmt die Gemeinde die Geschäftsordnung der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung.

Art. 10 - Die in Artikel 5 vorgeschlagene dienststellenübergreifende Plattform hat folgende Aufgaben:

1° die Überwachung der Ausarbeitung und der Durchführung des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung und der lokalen Agenda 21 innerhalb der Gemeindeverwaltung;

2° die Förderung und Anwendung der Grundsätze der guten Praxis der nachhaltigen Entwicklung innerhalb der Dienststellen;

3° die Verknüpfung der Strategie des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung und der lokalen Agenda 21 mit den anderen kommunalen Plänen und sektoralen Programmen.

KAPITEL III — *Kommunales Programm für ländliche Entwicklung*

Art. 11 - Die Regierung bestimmt die Phasen, die der Erstellung des Entwurfs eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung vorausgehen. Diese umfassen mindestens:

1° den grundsätzlichen Beschluss der Gemeinde, eine Aktion zur ländlichen Entwicklung durchzuführen, und ggf. eine lokale Agenda 21 gleichzeitig zu erstellen;

2° die eventuelle Beantragung bei der Region eines bezuschussten Begleitorgans;

3° die Wahl des Projektautors, der mit der Ausarbeitung und der Gestaltung des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung und ggf. der lokalen Agenda 21 beauftragt ist, ggf. einschließlich der Ausarbeitung und Auswertung der Projekte des Los 1 des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung;

4° die Beteiligung der Bevölkerung;

5° die Schaffung von Arbeitsgruppen;

6° die Errichtung der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung.

Art. 12 - Die Regierung läßt die Projektautoren nach den von ihr bestimmten Bedingungen und Verfahren zu.

Art. 13 - § 1. Das kommunale Programm für ländliche Entwicklung ist ein Dokument, das die Strategie der ländlichen Entwicklung, die in einem beteiligungsorientierten Vorgang zur nachhaltigen Entwicklung entworfen wird, festlegt.

Das kommunale Programm für ländliche Entwicklung enthält ggf. eine Auswertung der vorigen Aktion zur ländlichen Entwicklung.

Das kommunale Programm für ländliche Entwicklung umfasst mindestens sechs Teile:

1° eine Analyse der Eigenschaften der Gemeinde;

2° die Ergebnisse der Beteiligung der Bevölkerung;

3° die Abfassung einer geteilten Diagnose, die sich aus der Gegenüberstellung der Punkte 1° und 2° ergibt, und die Ausarbeitung eines synthetischen Überblicks der nach einer Frist von 10 Jahren gewünschten ländlichen Entwicklung;

4° die Entwicklungsstrategie, die in der Form von spezifischen Zielen für die Gemeinde dargestellt wird;

5° die Projekte zur Erreichung der Ziele;

6° Eine zusammenfassende Übersicht, in der die verschiedenen Projekte, die zeitliche Planung, die Geldgeber und die verfolgten Ziele im einzelnen aufgeführt sind.

§ 2. Aufgrund der Vorschläge der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung erteilt die Gemeinde einem Projektautor Anweisungen, damit er einen Vorentwurf eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung erstellt und vorlegt.

Der Entwurf des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung wird binnen fünfzehn Tagen, nachdem er von der Gemeinde angenommen wurde, an den Regionalausschuss und an die Regierung weitergeleitet.

Der Regionalausschuss verfügt über zwei Monate, um der Regierung sein Gutachten abzugeben.

Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Die zweimonatige Frist wird während der Monate Juli und August ausgesetzt.

§ 3. Die Regierung verfügt über drei Monate ab dem Tag, an dem das Gutachten des Regionalausschusses ihr übermittelt worden ist bzw. an dem die in § 2 Absatz 3 erwähnte Frist abläuft, um den Entwurf eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung zu genehmigen oder abzulehnen.

Der Erlass, der das kommunale Programm für ländliche Entwicklung ganz oder teilweise ablehnt, wird mit Gründen versehen.

§ 4. Das kommunale Programm für ländliche Entwicklung umfasst Durchführungs- und Ergebnisindikatoren der Projekte.

Art. 14 - § 1. Auf Gutachten des Regionalausschusses und auf Beschluss der Regierung wird das kommunale Programm für ländliche Entwicklung für höchstens zehn Jahre genehmigt.

§ 2. Nach zehn Jahren Gültigkeit des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung kann die Gemeinde der Regierung ein neues kommunales Programm für ländliche Entwicklung zur Genehmigung nach demselben Verfahren wie bei der ursprünglichen Erstellung vorlegen.

§ 3. Wenn das kommunale Programm für ländliche Entwicklung für eine Dauer von weniger als zehn Jahren genehmigt wird, kann die Gemeinde, wenn sie auf die anlässlich der Annahme des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung durch die Regierung geäußerten Bemerkungen eingeht, auf Gutachten des Regionalausschusses seine Verlängerung beantragen.

Der Antrag auf Verlängerung wird auf der Grundlage des Gutachtens des Regionalausschusses der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.

§ 4. Wenn die Gemeinde während der Gültigkeitsdauer des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung ein neues Projekt in Übereinstimmung mit der Strategie und den ursprünglichen Zielen einreichen möchte, kann sie ein Addendum beantragen. In diesem Fall wird ausschließlich der Teil des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung abgeändert, der sich auf die Projekte bezieht.

Das abgeänderte Dokument wird von dem Gemeinderat auf Vorschlag der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung genehmigt. Es wird anschließend der Genehmigung der Regierung unterworfen.

Eine Gemeinde kann höchstens ein Addendum pro Gültigkeitszeitraum von fünf Jahren ihres kommunalen Programms für ländliche Entwicklung beantragen. Dieses entspricht einer Möglichkeit, die zum Zeitpunkt der Genehmigung des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung von der Gemeinde schwer erkennbar ist.

KAPITEL IV — Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse

Art. 15 - Die Modalitäten für die Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung verschiedener Projekte, die in den Rahmen eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung fallen, werden durch ein Abkommen zwischen der Region und der Gemeinde festgelegt.

Die Regierung verabschiedet die Modalitäten und den Inhalt dieses Abkommens.

Das Abkommen kann die Gewährung der Zuschüsse vom jeweils erreichten Stand der Projekte und von der Einreichung des Berichtes im Sinne von Artikel 24 abhängig machen.

Wenn die im Abkommen erwähnten Investitionen aufgrund der gemeinsamen Anwendung des vorliegenden Dekrets und der Gesetze bzw. Verordnungen des Staates bzw. der Dekrete und Verordnungen der Französischen Gemeinschaft bzw. der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezuschusst werden, darf die Regierung das Abkommen nur schließen, wenn die nationale Behörde, die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bzw. die Regierung der Französischen Gemeinschaft bereit ist, auch Vertragspartner zu sein.

Art. 16 - Der Satz des Zuschusses entspricht höchstens 80% der in den Artikeln 17, 18 und 19 festgelegten Berechnungsgrundlage.

In Abweichung von Absatz 1 können die in Artikel 3, § 4 erwähnten Projekte einen Zuschuss genießen, dessen Satz höchstens 90% der in den Artikeln 17, 18 und 19 festgelegten Berechnungsgrundlage erreichen kann.

Die Gemeinde hat die anderen bestehenden Zuschüsse, die keine Zuschüsse der ländlichen Entwicklung sind, zu beantragen. Wenn die Gemeinde für dieselbe Investition andere Zuschüsse erhält als den Zuschuss, den sie im Rahmen der ländlichen Entwicklung erhält, wird der Satz dieses Zuschusses so angepasst, dass der globale Satz des Zuschusses den in den Absätzen 1 und 2 erlaubten Höchstsatz nicht überschreitet.

Die Arbeiten, die im Rahmen eines kommunalen Investitionsplanes im Sinne des Dekrets vom 6. Februar 2014 zur Abänderung der Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bezüglich der Zuschüsse für bestimmte Investitionen öffentlichen Interesses und zur Einrichtung eines regionalen Fonds für die kommunalen Investitionen angenommen worden sind, sowie diejenigen, die im Infrastrukturenplan der Deutschsprachigen Gemeinschaft von Belgien angenommen worden sind, können nicht zusätzlich im Rahmen der ländlichen Entwicklung bezuschusst werden.

Art. 17 - Im Falle eines Erwerbs besteht die Berechnungsgrundlage des Zuschusses aus dem Ankaufspreis und den Nebenkosten, wie z.B. den gesetzlichen Erwerbskosten und der Mehrwertsteuer.

Der Ankaufspreis der unbeweglichen Güter ist auf den niedrigsten der drei folgenden Beträge begrenzt:

1° der Schätzung des Immobilienerwerbskommittees, des Enehmers des Registrierungsamtes, eines Notars, eines im Verzeichnis des föderalen Rats der Landmesser-Gutachter eingetragenen Landmesser-Immobilienfachverständigen oder eines bei der Architektenkammer eingetragenen Architekten.

2° des von der Gemeinde genehmigten Preises;

3° ggf. der endgültigen Enteignungsentschädigung.

Der Ankaufspreis der beweglichen Güter ist auf den interessantesten Preis begrenzt, der aus dem Ausschreibungsverfahren hervorgeht, das durch die für öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge geltenden Bestimmungen vorgesehen ist.

Es werden nur die Nebenkosten in Bezug auf die gemäß den vorangehenden Paragraphen begrenzten Beträge berücksichtigt.

Art. 18 - Bei der Ausführung von Arbeiten besteht die Berechnungsgrundlage des Zuschusses aus den Realkosten und den Nebenkosten, wie z.B. den Honoraren, der Mehrwertsteuer, den Enteignungskosten, den Kosten für die Landentnahme, die Abmarkungen, die Versuche und die Bohrungen.

Art. 19 - Bei einer immateriellen Investition besteht die Berechnungsgrundlage des Zuschusses aus den Realkosten der Leistung, die die Regierung gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten genehmigt hat.

KAPITEL V — Modalitäten für die Auszahlung der Zuschüsse

Art. 20 - § 1. Bei einem Erwerb von unbeweglichen Gütern wird der Zuschuss auf Vorlage einer Abschrift des authentischen Kaufvertrags oder des Beschlusses, der die Höhe der Entschädigung bei einer Enteignung endgültig festlegt, ausgezahlt.

§ 2. Bei einem Erwerb von beweglichen Gütern wird der Zuschuss auf Vorlage der Belege für den Ankauf und derjenigen, in denen die Beachtung des in Artikel 17, Absatz 3 erwähnten Verfahrens gerechtfertigt wird, ausgezahlt.

§ 3. Für die Arbeiten wird der Zuschuss in Teilbeträgen auf der Grundlage der von der Verwaltung genehmigten Berichte über den jeweils erreichten Fortschrittstand zu fünfundneunzig Prozent des Betrags der im Rahmen der ländlichen Entwicklung geschuldeten Leistung ausgezahlt.

Gegen Vorlage der an den Betrieb zugestellten Anweisung zum Beginn der Arbeiten darf jedoch ein Vorschuss, der zwanzig Prozent des Zuschusses entspricht, ausgezahlt werden.

Auf Vorlage der durch die Verwaltung genehmigten Endabrechnung wird der Restbetrag des Zuschusses nach Abzug der eventuell gewährten Vorschüsse ausgezahlt.

KAPITEL VI — *Verpflichtungen zu Lasten der Gemeinde, die Zuschüsse für die ländliche Entwicklung erhält.*

Art. 21 - Die Gemeinde, die Zuschüsse erhalten hat, um ein Gut zu erwerben, zu bauen bzw. zu renovieren, kann frei darüber verfügen.

Der Verkaufspreis muss jedoch vorher von der Regierung genehmigt werden.

Bei einem Verkauf des Gutes werden die erhaltenen Zuschüsse der Region zurückgezahlt oder der Finanzierung anderer Projekte des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung zugeteilt.

Bei einer Wiederverwendung des Gutes, das Gegenstand eines Zuschusses gewesen ist, wird diese vor dem Verkauf durch ein Zusatzabkommen zu dem Abkommen von der Regierung genehmigt. Wenn die Gemeinde Gewinne aus der wirtschaftlichen Nutzung eines bezuschussten Projekts bezieht, wird ein Prozentsatz der Gewinne, der proportional zu demjenigen des gewährten Zuschusses ist, der Finanzierung anderer Projekte des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung zugeteilt.

Art. 22 - Wenn die Region einer Gemeinde ein unbewegliches Gut abkauft, das diese mit Zuschüssen erworben, gebaut bzw. renoviert hat, die sie im Rahmen der ländlichen Entwicklung erhalten hat, wird der Betrag des für dieses Gut gewährten Zuschusses vom Preis abgerechnet.

Art. 23 - Die Gemeinde, die Zuschüsse erhalten hat, um ihr kommunales Programm für ländliche Entwicklung durchzuführen, führt getrennte Bücher, aus denen für jedes durchgeführte Projekt das Programm der Investitionen, die Finanzierungsquellen und ggf. die Betriebsrechnung bezüglich des Projekts hervorgehen.

Art. 24 - Die Regierung erstellt jährlich einen Bericht über den jeweils erreichten Stand der Aktion.

Dieser Bericht umfasst vier Teile :

1° einen Bericht über den erreichten Stand, in dem die Durchführung der in Artikel 15 erwähnten Abkommen im einzelnen aufgeführt wird;

2° den Bericht der in Artikel 9, § 2 erwähnten örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung;

3° den Bericht, der auf den in Artikel 23 erwähnten Büchern basiert;

4° eine Planung der binnen drei Jahren oder in dem für die Beendigung des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung vorgesehenen Zeitraum durchzuführenden Projekte.

Dieser Bericht wird vor dem 31. März des darauffolgenden Jahres an die Regierung, die Verwaltung und den Regionalausschuss gerichtet.

In Abweichung von Artikel 25 wird eine Gemeinde, deren kommunales Programm für ländliche Entwicklung zu Ende gekommen ist, und deren im Rahmen der ländlichen Entwicklung bezuschusste Projekte im Stadium der vorläufigen Abnahme sind, von den Teilen 1°, 2° und 4° des Jahresberichts befreit.

Art. 25 - Für jedes mit Mitteln der ländlichen Entwicklung bezuschusste Projekt erfüllt eine Gemeinde die im vorliegenden Kapitel aufgeführten Verpflichtungen während eines Zeitraums, der zehn Jahre nach dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung endet.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 26 - Das Dekret vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung wird aufgehoben.

Art. 27 - Die kommunalen Programme für ländliche Entwicklung, deren Ausarbeitung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets angefangen hat, werden durch die am Tag, an dem ihre Ausarbeitung angefangen hat, geltenden Texte geregelt.

Nachdem sie von der Regierung angenommen worden sind, werden die kommunalen Programme für ländliche Entwicklung durch das vorliegende Dekret geregelt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 11. April 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien,

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte,

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit,

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014*

Dokumente des Rats 1023 (2013-2014) Nr. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 11. April 2014

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203382]

11 APRIL 2014. — Decreet betreffende de plattelandsontwikkeling (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° landelijke werkplaats : een multifunctioneel gebouw met economische doeleinden, dat door de gemeente gerenoveerd of gebouwd is. De landelijke werkplaats wordt voor een bepaalde duur aan de zeer kleine bedrijven en aan de KMO's verhuurd en vergemakkelijkt de lancering van nieuwe bedrijven;

2° plattelandshuis : gebouw gelegen in landelijk gebied waarin activiteiten plaatsvinden, vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap;

3° meerdiensten-huis : een polyvalente infrastructuur waarin openbare en privé-diensten worden uitgeoefend, die opgericht is om in te spelen op de specifieke behoefte van zijn plattelandsbevolking;

4° gewestelijke commissie : instelling van het Waalse Gewest belast met het uitbrengen van een advies bij de Regering over de ontwerpen van gemeentelijke plattelandsontwikkelingsprogramma;

5° administratie : Departement van de Waalse Overheidsdienst dat de plattelandsontwikkeling beheert.

Art. 2. § 1. Een plattelandsontwikkelingsverrichting is een participatief proces dat door een gemeente geleid wordt ten gunste van het landelijk milieu. Met dit proces voeren de mandatarissen, de bevolking, de verenigingen, de economische, sociale, culturele en leefmilieufactoren een strategie voor hun grondgebied uit. De uitwerking en de uitvoering van die strategie berust op een gedeelde diagnose zoals bedoeld in artikel 13, § 1, derde lid, 3°, en kadert in het duurzame ontwikkelingsproces in de zin van het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling

De verrichting wordt omschreven in een document genoemd "gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma". Het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma moet in coherentie met de doelstellingen vermeld in andere gemeentelijke strategische middelen bepaald worden.

De verrichting leidt tot een gecoördineerd geheel van acties en ontwerpen voor globale en geïntegreerde ontwikkeling met inachtneming van de eigen kenmerken van de gemeente met het oog op de verbetering van de leefomstandigheden van de inwoners op het economisch, sociaal, leefmilieu- en cultureel gebied.

De verrichting betreft het geheel van het grondgebied van de gemeente.

§ 2. In het kader van haar plattelandsontwikkelingsverrichting ligt de gemeente in de lijn van de duurzame ontwikkeling zoals bepaald bij het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling. De gemeente leeft dus de leidende principes voor duurzame ontwikkeling na, namelijk de doeltreffendheid, het opveringsvermogen en de zelfgenoegzaamheid en integreert de volgende prioritaire elementen in haar voortgang, namelijk :

1° de zorg om de belangen van de toekomstige generaties te beschermen;

2° de harmonische integratie van de economische, sociale, leefmilieu-, energie- en mobiliteitsuitdagingen;

3° de zo groot mogelijke deelname van de actoren;

4° de aanpassing van de sectorale beleidsvormen in een grondgebiedsproject en een betere verbinding tussen de veldwerkers die inzake plattelandsontwikkeling actief zijn;

5° de solidariteit met de andere grondgebieden;

6° de permanente evaluatie.

Tegelijk met haar gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma kan de gemeente bovendien beslissen om een plaatselijke Agenda 21 op te maken. Die agenda wordt bepaald in het kader van een uitwerking gemeenschappelijk aan een gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma waarvoor zowel de actoren als de verschillende departementen van de plaatselijke administratie grote inspanningen hebben geleverd zowel in termen van overleg en betrokkenheid, evaluatie van de impacten en beheer van de ecologische voetafdruk. In dit geval maken het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma en het plaatselijk Agenda 21 het voorwerp uit van één en hetzelfde document.

Art. 3. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering aan gemeenten of aan hun autonome gemeentebedrijf bedoeld in de artikelen L-1231-4 en volgende van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie toelagen toekennen voor in dit decreet omschreven ontwikkelingshandelingen.

§ 2. De toegekende toelagen hebben betrekking op lichamelijke en onlichamelijke investeringen die bijdragen tot de doelstellingen van plattelandsontwikkeling en inzonderheid tot:

1° de bevordering, de oprichting en de steun van de tewerkstelling of van economische activiteiten waaronder de landelijke ateliers;

2° de verbetering en de inrichting van diensten en uitrustingen voor het gebruik van de bevolking;

3° de vernieuwing, de bouw en de verbetering van de huisvesting;

4° de aanleg en de oprichting van openbare ruimten, dorpshuizen en andere onthaal-, informatie- en ontmoetingscentra, van plattelandshuizen en meerdiensten-huizen;

5° de bescherming, de verbetering en de valorisatie van het leefkader en milieu met inbegrip van het bebouwde en natuurlijk erfgoed;

6° de aanleg en de oprichting van wegen en het voorzien in vervoer en communicatiemiddelen van gemeentelijk belang;

7° de uitvoering van grondverrichtingen;

8° de aanleg en de renovatie van infrastructuren en uitrustingen voor de toeristische ontwikkeling, de energie of de sociale cohesie.

§ 3. De toelagen worden enkel door het Gewest toegekend voor ontwerpen opgenomen in een plattelandsontwikkelingsverrichting waarvan het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma door de Regering is goedgekeurd.

§ 4. Een ontwerp dat bijdraagt tot de in § 2 bedoelde doelstellingen, dat uitgevoerd wordt door minstens twee gemeenten in vereniging die over een geldig gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma beschikken, kan in aanmerking komen voor een toelage voor zover het de in het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma van de betrokken gemeenten bedoelde ontwikkelingsstrategie naleeft. In afwijking van § 3, wordt het ontwerp uitdrukkelijk opgenomen in minstens één van de betrokken gemeentelijke plattelandsontwikkelingsprogramma's.

De financiële bijdrage van de gemeenten en van het Gewest, enerzijds, alsook de wederzijdse verplichtingen van de gemeenten tussen elkaar, anderzijds, worden bij overeenkomst geregeld. De Regering bepaalt het model van overeenkomst gesloten tussen het Gewest en de geassocieerde gemeenten.

§ 5. Voor de investeringen waarvan de bestemming enkel gedeeltelijk van een gewestelijke bevoegdheid afhangt, kan het Gewest in voorkomend geval een toelage naar evenredigheid van dat gedeelte toekennen.

In het in het eerste lid bedoelde geval kan het Gewest toelagen toekennen voor de aankoop, de sanering en de buitenrenovatie van alle of een deel van gebouwen of groep van gebouwen voor veelvuldig gebruik, alsook voor de innerlijke of uiterlijke inrichting van de delen ervan die bestemd zijn voor gemeenschappelijk gebruik.

HOOFDSTUK II. — *Deelname van de bevolking*

Art. 4. Elke gemeente die een plattelandsontwikkelingsverrichting voert, moet zorgen voor de deelname van de gehele bevolking.

De deelname bestaat uit :

- 1° de informatie;
- 2° de raadpleging;
- 3° het overleg;
- 4° de samenwerking.

De deelname begint met een voorafgaande informatie van de hele bevolking. Daarna volgt de raadpleging van de gehele bevolking.

De deelname wordt minstens door één vergadering in elk dorp verzekerd. Een gemeenschappelijke vergadering wordt aan de hele verenigingen die hun zetel in de gemeente hebben of die daar actief zijn, voorgesteld.

Het overleg en de samenwerking worden uitgevoerd in het kader van de werken van de plaatselijke commissie voor plattelandsontwikkeling van de in artikel 5 bedoelde werkgroepen.

Art. 5. Binnen negen maanden na het begin van de deelname van de bevolking bedoeld in artikel 4, richt de gemeente een plaatselijke commissie van plattelandsontwikkeling op.

Die commissie kan werkgroepen oprichten. Het doel van elk ervan is hetzij een ontwikkelingsthema, hetzij een bijzonder dorp.

In geval van gelijktijdige uitwerking van een plaatselijke Agenda 21 kan de gemeente een interdepartementaal platform in de plaatselijke administratie oprichten.

In haar jaarlijks verslag bedoeld in artikel 24 vermeldt de gemeente de stappen en acties gevoerd door het interdepartementaal platform.

Art. 6. De plaatselijke commissie voor plattelandsontwikkeling wordt door de burgemeester of zijn vertegenwoordiger voorgezeten. Zij bestaat uit minstens tien gewone leden en hoogstens dertig gewone leden, alsook uit een gelijk aantal plaatsvervangende leden.

Eén vierde van de gewone en plaatsvervangende leden kan onder de gemeenteraadsleden aangesteld worden.

De andere leden worden aangewezen onder de vertegenwoordigers van de verenigings-, economische, sociale en culturele kringen van de gemeente, van de verschillende dorpen of gehuchten die er deel van uitmaken, alsook van de leeftijscategorieën van haar bevolking.

Elke in artikel 5 bedoelde werkgroep wordt in de plaatselijke commissie voor plattelandsontwikkeling vertegenwoordigd.

Art. 7. De gemeenten die besluiten een plattelandsontwikkelingsverrichting uit te voeren en die reeds over een overeenkomstig artikel 150 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie opgerichte adviescommissie advies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit beschikken, kunnen eenzelfde commissie voor de twee aangelegenheden inrichten met, indien nodig, afzonderlijke afdelingen.

Art. 8. Wonen de vergaderingen van de plaatselijke plattelandsontwikkelingscommissie van rechtswege bij en hebben er raadgevende stem:

- 1° de vertegenwoordiger van de Administratie;
- 2° de persoon of de instelling belast met de begeleiding.

Art. 9. § 1. Als ter beschikking van de gemeente gesteld adviesorgaan, gaat de plaatselijke plattelandsontwikkelingscommissie in op alle aanvragen om advies en drukt ze zich, indien nodig, op eigen initiatief uit.

De plaatselijke plattelandsontwikkelingscommissie vergadert minstens vier keer per jaar.

Op verzoek van de gemeente stelt zij de hoofdlijnen en het kader van een ontwerp van gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma op.

Ze is betrokken bij alle fasen van de uitwerking, de verwezenlijking, de opvolging, de bijwerking en de herziening van het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma.

§ 2. Ten laatste op 1 maart van elk jaar stelt de plaatselijke plattelandsontwikkelingscommissie een verslag op voor de gemeente.

Dit verslag vermeldt de activiteiten van de commissie, alsook de vordering van de verschillende ontwerpen van het gemeentelijke plattelandsontwikkelingsprogramma tijdens het voorbije burgerlijk jaar en bevat voorstellen van ontwerpen die ze wil voortzetten of aanvatten.

De verslagen en adviezen van de plaatselijke plattelandsontwikkelingscommissie worden opgenomen in een register dat op het gemeentebestuur ter inzage ligt tijdens de kantooruren en op de door de gemeente vastgestelde dagen.

§ 3. Op haar voorstel stelt de gemeente het huishoudelijk reglement van de plaatselijke plattelandsontwikkelingscommissie vast.

Art. 10. Het in artikel 5 bedoelde interdepartementaal platform heeft als opdrachten :

- 1° de opvolging van de opmaking en uitvoering van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma en van de plaatselijke Agenda 21 binnen het gemeentebestuur;
- 2° de bevordering en de toepassing van de beginselen van goede praktijk van de duurzame ontwikkeling binnen de diensten;
- 3° de verbinding van de strategie van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma en van de plaatselijke Agenda 21 met de andere gemeentelijke plannen en sectorale programma's.

HOOFDSTUK III. — Gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma

Art. 11. De Regering stelt de fasen vast die aan de opmaking van het ontwerp van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma voorafgaan. Deze bevatten minstens:

- 1° de principiële beslissing van de gemeente om een plattelandontwikkelingsverrichting uit te voeren en eventueel om over te gaan tot de gelijktijdige uitwerking van een plaatselijke Agenda 21;
- 2° de eventuele aanvraag bij het Gewest van een gesubsidieerde begeleidingsinstelling;
- 3° de keuze van de ontwerper belast met de uitwerking en de vormgeving van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma en in voorkomend geval van de plaatselijke Agenda 21, met inbegrip eventueel van de uitwerking en de raming van de ontwerpen van partij 1 van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma;
- 4° de deelname van de bevolking;
- 5° de oprichting van werkgroepen;
- 6° de oprichting van de plaatselijke plattelandontwikkelingscommissie.

Art. 12. De Regering erkent de ontwerpers volgens de door haar bepaalde voorwaarden en procedure.

Art. 13. § 1. Het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma is een document dat de strategie inzake plattelandontwikkeling bepaalt in het kader van een inspraakgerichte benadering inzake duurzame ontwikkeling ontworpen is,.

Het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma vermeldt in voorkomend geval een evaluatie van de vorige plattelandontwikkelingsverrichting.

Het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma bevat minstens zes onderdelen:

- 1° een analyse van de kenmerken van de gemeente;
- 2° de resultaten van de deelname van de bevolking;
- 3° de opmaking van een gedeelde diagnose voortvloeiend uit de confrontatie van de punten 1° en 2° en de uitwerking van een synthetische visie van de plattelandontwikkeling gewenst voor de komende tien jaar;
- 4° de ontwikkelingsstrategie uitgedrukt in de vorm van voor de gemeente specifieke doelstellingen;
- 5° de ontwerpen om de doelstellingen te bereiken;
- 6° een samenvattende tabel met opgave van de verschillende projecten, de door de tijd bepaalde planificatie, de financiële tussenkomsten en de nagestreefde doelstellingen.

§ 2. Op basis van de voorstellen van de plaatselijke plattelandontwikkelingscommissie, verstrekt de gemeente richtlijnen aan een ontwerper zodat hij een voorontwerp van gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma opmaakt en voorstelt.

Binnen vijftien dagen na zijn goedkeuring door de gemeente wordt het ontwerp van gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma overgemaakt aan de gewestelijke commissie en aan de Regering.

De gewestelijke commissie beschikt over twee maanden om haar advies aan de Regering over te maken.

Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De termijn van twee maanden is onderbroken tijdens de maanden juli en augustus.

§ 3. Het voorstel van gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma wordt, geheel of gedeeltelijk, door de Regering goedgekeurd of verworpen binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van het overmaken van het advies van de gewestelijke commissie of vanaf de vervaldatum van de in § 2, derde lid, voorziene termijn.

Het besluit, dat het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma geheel of gedeeltelijk afwijst, moet met redenen omkleed zijn.

§ 4. Het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma bevat indicatoren m.b.t. de verrichting en het resultaat van de ontwerpen.

Art. 14. § 1. Op advies van de gewestelijke Commissie en bij beslissing van de Regering wordt het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma voor maximum tien jaar goedgekeurd.

§ 2. Na afloop van de geldigheidstermijn van tien jaar van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma kan de gemeente een nieuw gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma ter goedkeuring aan de Regering voorleggen volgens dezelfde procedure als de oorspronkelijke uitwerking.

§ 3. Wanneer het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma voor minder dan tien jaar wordt goedgekeurd, kan de gemeente op advies van de gewestelijke Commissie om zijn verlenging verzoeken door te antwoorden op de opmerkingen geopperd bij de aanneming van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma door de Regering.

De verlengingsaanvraag wordt op grond van het advies van de gewestelijke commissie ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering.

§ 4. Wanneer de gemeente tijdens de geldigheid van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma een nieuw ontwerp wenst in te dienen, waarbij ze in overeenstemming met de strategie en oorspronkelijke doelstellingen blijft, kan ze een addendum vragen. In dit geval wordt alleen het gedeelte van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma betreffende de ontwerpen gewijzigd.

Het gewijzigde document wordt op voorstel van de plaatselijke plattelandontwikkelingscommissie door de gemeenteraad goedgekeurd. Het wordt daarna ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Een gemeente kan enkel één addendum per geldigheidsperiode van vijf jaar van haar gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma vragen. Laatstgenoemd programma stemt overeen met een kans die de gemeente bij de goedkeuring van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma moeilijk kon kennen.

HOOFDSTUK IV. — *Toekeningsmodaliteiten van de toelagen*

Art. 15. De toekeningsmodaliteiten van de toelagen voor de verwezenlijking van verschillende ontwerpen opgenomen in een gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma worden tussen het Gewest en de gemeente bij overeenkomst vastgesteld.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de inhoud van de overeenkomst.

De overeenkomst kan de toekenning van de toelagen binden aan de staat van vordering van de ontwerpen en aan de indiening van het in artikel 24 bedoelde verslag.

Wanneer de in de overeenkomst vermelde investeringen toelagen krijgen bij gezamenlijke toepassing van dit decreet en van wetten of verordeningen van de Staat, of van decreten en verordeningen van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap kan de overeenkomst enkel door de Regering gesloten worden indien de nationale overheid, de Regering van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap aanvaarden erbij betrokken te zijn.

Art. 16. Het percentage van de toelage is gelijk aan maximum 80 % van de in artikel 17, 18 en 19 bepaalde grondslag.

In afwijking van het eerste lid kunnen de in artikel 3, § 4, bedoelde ontwerpen een toelage genieten, waarvan het percentage maximum 90 % van de in de artikelen 17, 18 en 19 bedoelde grondslag kan bedragen.

De gemeente moet de andere bestaande toelagen dan degene voor de plattelandsontwikkeling vragen. Wanneer de gemeente voor eenzelfde investering andere toelagen geniet dan de toelagen die ze voor de plattelandsontwikkeling geniet, wordt het percentage daarvoor zodanig aangepast dat het globale subsidiepercentage niet hoger is dan het maximale toegelaten percentage bedoeld in de eerste en tweede leden.

De werken aangenomen in het kader van een gemeentelijk investeringsprogramma in de zin van het decreet van 6 februari 2014 tot wijziging van de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, wat betreft de subsidies voor sommige investeringen van openbaar nut en tot oprichting van een Gewestelijk Fonds voor de Gemeentelijke Investerings, alsook de werken aangenomen in het infrastructuurplan van de Duitstalige Gemeenschap van België mogen niet het onderwerp zijn van een bijkomende tussenkomst voor plattelandsontwikkeling.

Art. 17. Bij aankoop bestaat de grondslag van de toelage uit de aankoopprijs en de bijkomende kosten zoals wettelijke aankoopkosten en btw.

De koopprijs van onroerende goederen is beperkt tot het minst hoge van de drie volgende bedragen:

1° de schatting van het Comité van aankoop van onroerende goederen, de ontvanger van de registratie, een notaris, een landmeter-deskundige opgenomen in de tabel opgesteld door de Federale Raad van landmeters-experten of door een architect ingeschreven bij de Orde der Architecten;

2° de door de gemeente goedgekeurde prijs;

3° in voorkomend geval, de vaste onteigeningstoelage.

De aankoopprijs van de roerende goederen is beperkt tot de voordeligste prijs zoals blijkt uit de aanbestedingsprocedure voorzien in de bepalingen die toepasselijk zijn inzake openbare overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten.

Worden enkel in acht genomen de bijkomende kosten met betrekking tot de overeenkomstig vorige paragrafen beperkte bedragen.

Art. 18. Bij uitvoering van werken bestaat de grondslag van de toelage uit de werkelijke prijs en de bijkomende kosten zoals honoraria, btw, onteigeningskosten, landonteigening, meting, proefnemingen en boringen.

Art. 19. Bij onlichamelijke investering bestaat de grondslag van de toelage uit de werkelijke kosten van de prestatie, die voorafgaand door de Regering goedgekeurd zijn volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

HOOFDSTUK V. — *Modaliteiten voor de uitbetaling van de toelagen*

Art. 20. § 1. Bij aankoop van onroerende goederen wordt de toelage uitbetaald op voorlegging van een afschrift van de authentieke koopakte of van de beslissing tot definitieve vaststelling van het bedrag van de vergoeding in geval van onteigening.

§ 2. Bij aankoop van roerende goederen wordt de toelage uitbetaald op voorlegging van de bewijsstukken van de aankoop en van de bewijzen dat de in artikel 17, derde lid, bedoelde procedure nageleefd werd.

§ 3. In geval van werken wordt de toelage per schijven vereffend op basis van de door de Administratie goedgekeurde vorderingsstaten, en in het geheel ten belope van 95 % van het bedrag van de tussenkomst voor de plattelandsontwikkeling.

Een voorschot dat gelijk is aan 20 % van de toelage kan echter vereffend worden op voorlegging van de betekenis gedaan aan de onderneming om de werken te starten.

Op voorlegging van de door de Administratie goedgekeurde eindrekening, wordt het saldo van de toelage uitbetaald, na aftrekking van de eventuele toegestane voorschotten.

HOOFDSTUK VI. — *Verplichtingen die ten laste zijn van de gemeente die toelagen voor plattelandontwikkeling geniet*

Art. 21. De gemeente die toelagen genoten heeft voor de aankoop, de bouw of de vernieuwing van een goed kan vrij over dit goed beschikken.

Nochtans moet de verkoopprijs eerst door de Regering goedgekeurd worden.

Wanneer het goed verkocht wordt, worden de ontvangen toelagen aan het Gewest terugbetaald of opnieuw gebruikt om andere ontwerpen van het plattelandontwikkelingsprogramma te financieren.

Wanneer het goed dat in aanmerking is gekomen voor een toelage opnieuw gebruikt wordt, wordt de nieuwe bestemming vóór de verkoop door de Regering goedgekeurd bij aanhangsel bij de overeenkomst. Wanneer de gemeente winsten uit de uitbating van een gesubsidieerd ontwerp haalt, wordt een percentage van de winsten, dat met het percentage van de toegekende toelage evenredig is, opnieuw gebruikt om andere ontwerpen van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma te financieren.

Art. 22. Wanneer het Gewest een gebouw aan de gemeente koopt dat door middel van toelagen voor plattelandontwikkeling door haar gekocht, gebouwd of vernieuwd werd, wordt de prijs verminderd met het bedrag van de voor dit goed toegekende toelage.

Art. 23. De gemeente die een toelage genoten heeft om haar gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma uit te voeren houdt een afzonderlijke boekhouding waarin, voor elk uitgevoerd ontwerp, het programma van de investeringen, de bron van de financiering en, in voorkomend geval, de uitbatingrekening van het ontwerp staan vermeld.

Art. 24. De gemeente stelt een jaarlijks verslag op over de vorderingsstaat van de verrichting.

Dat verslag omvat vier delen:

1° een vorderingsstaat waarin de in artikel 15 vermelde overeenkomsten gedetailleerd zijn;

2° het in artikel 9, § 2, bedoelde verslag van de plaatselijke plattelandontwikkelingscommissie.

3° het verslag gegrond op de in artikel 23 vermelde boekhouding;

4° een programmering van de uit te voeren ontwerpen binnen drie jaar of binnen de periode voorzien voor de afwerking van het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma.

Dit verslag wordt, vóór 31 maart van volgend jaar, overgemaakt aan de Regering, aan de Administratie en aan de Gewestelijke Commissie.

In afwijking van artikel 25, wordt een gemeente waarvan het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma verstreken is en waarvan alle ontwerpen gesubsidieerd door de plattelandontwikkeling in het stadium zijn van de voorlopige oplevering, vrijgesteld van de gedeelten 1°, 2° en 4° van het jaarlijks verslag.

Art. 25. Voor elk ontwerp gesubsidieerd met plattelandontwikkelingskredieten vervult een gemeente de verplichtingen vermeld in dit hoofdstuk tijdens een periode die eindigt tien jaar na de datum van goedkeuring van de eindrekening.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 26. Het decreet van 6 juni 1991 betreffende de plattelandontwikkeling wordt opgeheven.

Art. 27. De gemeentelijke plattelandontwikkelingsprogramma's waarvan de uitwerking vóór de inwerkingtreding van dit decreet is begonnen, worden geregeld door de teksten die van kracht waren op de dag waarop die uitwerking is opgestart.

Zodra ze door de Regering goedgekeurd worden, worden de gemeentelijke plattelandontwikkelingsprogramma's bij dit decreet geregeld.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 1023 (2013-2014) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 11 april 2014.

Bespreking.

Stemming.